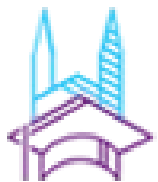


Information et sociétés contemporaines

2. : La liberté d'expression, de la presse de masse à Internet



CENTRE UNIVERSITAIRE
FRANCOPHONE



Fondements théoriques

Fonction des médias (Harold Lasswell, Robert Merton)

- **Surveillance de l'environnement**
- **Mise en relation**
- **Transmission de la culture**
- **Divertissement (ajout de Robert Merton)**

Fondements philosophiques

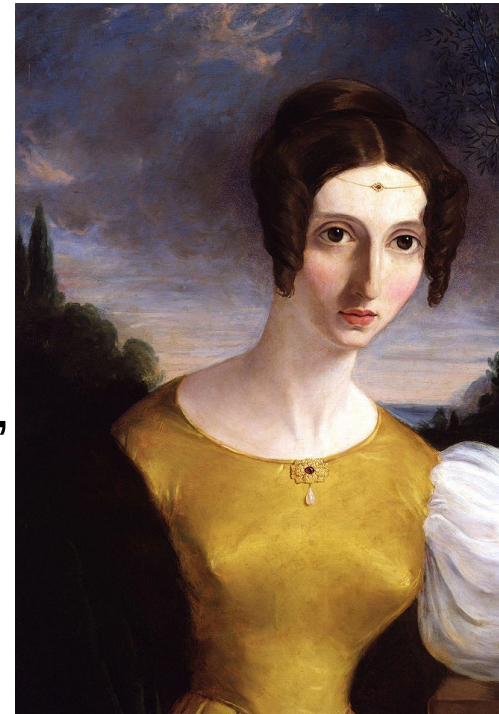
- **Jean-Jacques Rousseau : la délibération nécessaire à la volonté générale**
- **John Stuart Mill : utilitarisme**
- **Jürgen Habermas : l'éthique de l'agir communicationnel**

« Je considère l'utilité comme le critère absolu dans toutes les questions éthiques » (Mill, 2002, p. 12)



« [...] premièrement, l'individu n'est pas responsable de ses actions envers la société, dans la mesure où elles n'affectent les intérêts de personne d'autre que lui-même. Pour leur propre bien, les autres peuvent avoir recours aux conseils, à l'instruction, à la persuasion et à la mise à l'écart: c'est là la seule façon pour la société d'exprimer légitimement son aversion ou sa désapprobation de la conduite d'un individu.

Deuxièmement, pour les actions portant préjudice aux intérêts d'autrui, l'individu est responsable et peut être soumis aux punitions sociale et légale, si la société juge l'une ou l'autre nécessaire à sa propre protection. » (Mill, 2002, p. 73 – 74)



Arguments de John Stuart Mill

- Dans : *De la Liberté* (publié en 1859)
 - Difficulté de prouver la vérité de façon certaine (il utilise l'exemple de Marc Aurèle)
 - Risque d'empêcher la diffusion de l'opinion vraie
 - Utilité de l'opinion fausse pour empêcher l'opinion vraie de se transformer en dogme
 - Notion de "harm principle"

Quelques repères historiques

Repères historiques

- Première loi sur la liberté de la presse : 1766, en Suède
- Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (1789) : articles 10 et 11
- De la liberté de la presse, à la liberté de la télévision...
 - Réforme de l'ORTF dans les années 1970. Radios libres : dans les années 1980
- En Hongrie : 1989.

Fondements juridiques

La liberté de la presse

- **Est-elle absolue ? Doit-elle l'être ?**
- **Europe : art. 10 CEDH ; Etats-Unis : 1er amendement**
- **Débats sur la réglementation des « fake news » et de les « contenus de haine en ligne »**
 - **Loi 2018-1202 relative à la lutte contre la manipulation de l'information**
 - **Criminalisation de l'apologie du terrorisme**
 - **Vers un retour de la censure ?**

Premier amendement

« Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis. »

Art. 10 CEDH

« 1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »

Sources internationales

- Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948)
- Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (1950)
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966)
- Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (entrée en vigueur en 2009)

Equilibre des intérêts

- 2 raisonnements différents sur la forme mais identiques sur le fond entre la CEDH et la CJUE
- Pour résumer le raisonnement :
 - L'ingérence est-elle prévue par la loi ?
 - L'ingérence poursuit-elle un but légitime ?
 - L'ingérence est-elle proportionnée au but poursuivi ?

Open Data

- data.gouv.fr
- kozadat.hu
- Loi du 17 juillet 1978 (France)
- Loi LXIII de 1992 sur la protection des données et la liberté de l'information (Hongrie) (remplacée depuis par la loi CXII de 2011)
- Directive Open Data (au niveau européen)
- Discussions autour du Data Governance Act

Les limites en France au principe de liberté

- Loi du 29 juillet 1881
- Incitation à la violence, à la haine
- Injure et diffamation
- Interdiction de l'incitation au terrorisme
- Droit à la vie privée (art. 9 du code civil)
- Discussions actuelles autour de la « régulation des contenus » et de la « haine en ligne »

La jurisprudence de la CEDH

- Deux types de limitation :
 - La liberté de la presse face aux libertés individuelles
 - La liberté de la presse face aux droits collectifs

La lutte contre le piratage

- **Directive 2001/29/CE (dite EUCD : harmonisation de certains droits d'auteur) => loi DADVSI en France, adoptée en 2006**
 - **Punit les éditeurs de logiciels permettant la diffusion de contenus illégaux**
 - **Punit les personnes qui diffusent ou facilitent la diffusion de techniques de contournement de systèmes de DRM**
- **Loi HADOPI en 2009**
 - **Création d'une autorité administrative indépendante chargée spécifiquement de la lutte contre le partage de fichiers illégaux**
- **Art. 13 de la directive sur la proposition de directive sur le copyright**

Art. 17 de la directive de 2019 sur le droit d'auteur

« 4. Si aucune autorisation n'est accordée, les fournisseurs de services de partage de contenus en ligne sont responsables des actes non autorisés de communication au public, y compris la mise à la disposition du public, d'œuvres protégées par le droit d'auteur et d'autres objets protégés, à moins qu'ils ne démontrent que:

a) ils ont fourni leurs meilleurs efforts pour obtenir une autorisation; et

b) ils ont fourni leurs meilleurs efforts, conformément aux normes élevées du secteur en matière de diligence professionnelle, pour garantir l'indisponibilité d'œuvres et autres objets protégés spécifiques pour lesquels les titulaires de droits ont fourni aux fournisseurs de services les informations pertinentes et nécessaires; et en tout état de cause

c) ils ont agi promptement, dès réception d'une notification suffisamment motivée de la part des titulaires de droits, pour bloquer l'accès aux œuvres et autres objets protégés faisant l'objet de la notification ou pour les retirer de leurs sites internet, et ont fourni leurs meilleurs efforts pour empêcher qu'ils soient téléversés dans le futur, conformément au point b). »

Effets

- **Changements durables dans les habitudes de consommation**
- **Selon un rapport publié en 2009 aux Pays-Bas :**
 - **Difficulté d'évaluer la baisse du nombre de ventes liée directement au partage de fichiers en ligne**
 - **Parfois : la découverte d'un artiste incite à acheter l'œuvre ou à se rendre à un concert**
 - **Dans d'autres cas : effet de substitution**
 - **Toutefois : l'effet de substitution de la consommation payante par la consommation gratuite est plus faible que la hausse totale de consommation de produits culturels par les internautes**

(Huygen, Rutten, Huveneers, Limonard, Poort, Leenheer, Janssen, van Eijk, Helberger, 2009)

Un nouveau sujet : la « régulation » des plate-formes

- **Art. L 111-7 du Code de la consommation :**
 - **I.-Est qualifiée d'opérateur de plateforme en ligne toute personne physique ou morale proposant, à titre professionnel, de manière rémunérée ou non, un service de communication au public en ligne reposant sur :**
 - **1° Le classement ou le référencement, au moyen d'algorithmes informatiques, de contenus, de biens ou de services proposés ou mis en ligne par des tiers ;**
 - **2° Ou la mise en relation de plusieurs parties en vue de la vente d'un bien, de la fourniture d'un service ou de l'échange ou du partage d'un contenu, d'un bien ou d'un service.**
- **Obligations de transparence, notamment sur les modalités de référencement des contenus.**

Un nouveau sujet : la « régulation » des plate-formes

- Règlement « P2B » : Règlement 2019/1150/UE du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne
- Projets de règlements :
 - Digital Services Act
 - Digital Markets Act
- Pour information : dsmabookclub.hypotheses.org
- Initiatives privées :
 - Facebook Oversight Board
- Application du droit de la concurrence
 - Sanction de 150 millions d'euros contre Google en décembre 2019 (Autorité de la concurrence en France) pour abus de position dominante

Retour de la censure ?

- Voir : Félix Tréguer, 2019, *L'utopie Déchue*.
- NetzDG en Allemagne
- Proposition de loi Avia en France (censurée, en large part, par le Conseil constitutionnel)
- Projets de la Commission européenne sur le sujet (DSA ; Terrorist Content Act ; etc.)
- En Pologne : adoption d'une loi interdisant aux médias sociaux de supprimer les contenus qui ne sont pas illégaux selon la Loi du pays
- Remise en cause du principe de responsabilité limitée des intermédiaires ?
- Projets de lutte contre la désinformation (pour l'instant plutôt basé sur du volontariat / obligations de transparence)
 - Voir : <https://www.csa.fr/Informer/Toutes-les-actualites/Actualites/Lutte-contre-les-infox-le-CSA-publie-son-premier-bilan>

Les règles de la déontologie journalistique et de la communication



Pr. Virginie Martin

@VirginieMartin_



Le luxe à la française ? L'élégance ?

[#YSLRetireTaPubDegradante](#)



4:17 PM · 4 mars 2017



96



126 personnes tweetent à ce sujet.



KORMÁNY  INFORMÁCIÓ

STOP

Macedóni Magyarországi Kormány Meghívásából

Le contrôle de l'espace public en démocratie libérale

France

[Plus de contenus : France](#)

"Gilets jaunes" : un Français sur deux pense que le gouvernement tiendra compte du grand débat

franceinfo • il y a 4 heures

- **Grand débat : près d'un Français sur deux n'y croit pas**

Actu Orange • il y a 2 heures



[Afficher plus](#) ▼

**BOURDIEU Pierre, *Sur la télévision,*
suivi de : l'emprise du journalisme,
Paris:Raisons d'Agir, 1996**

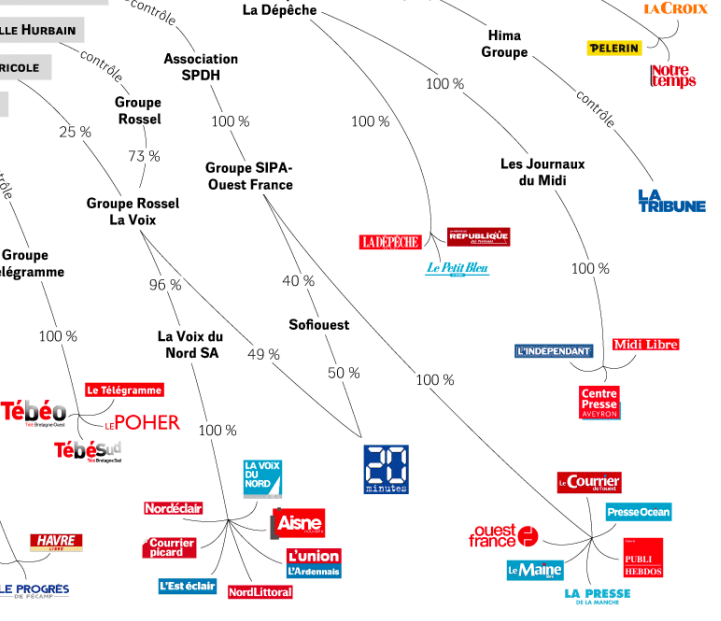
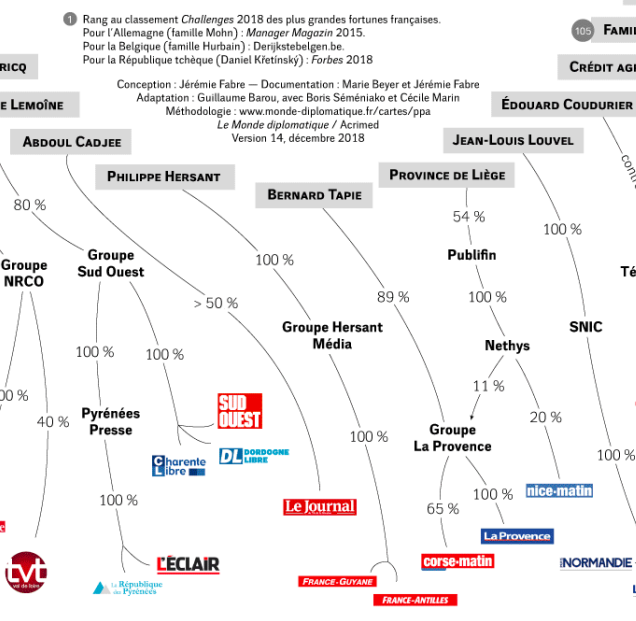
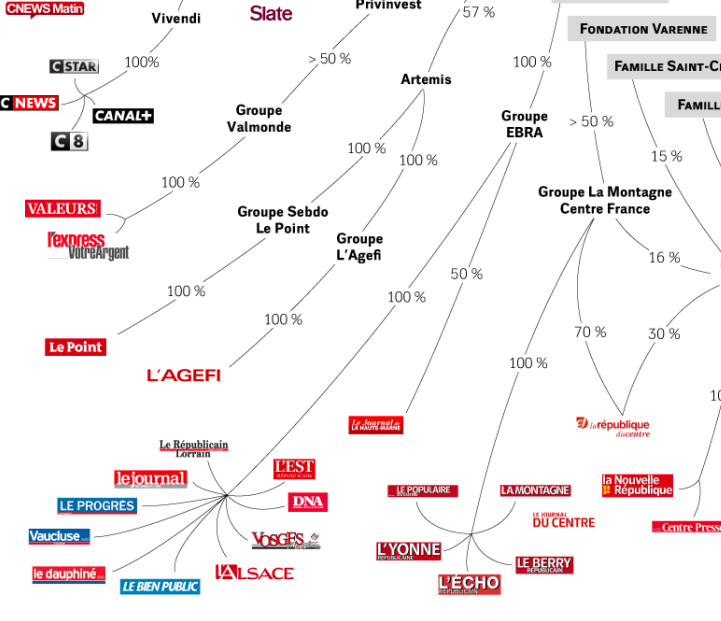
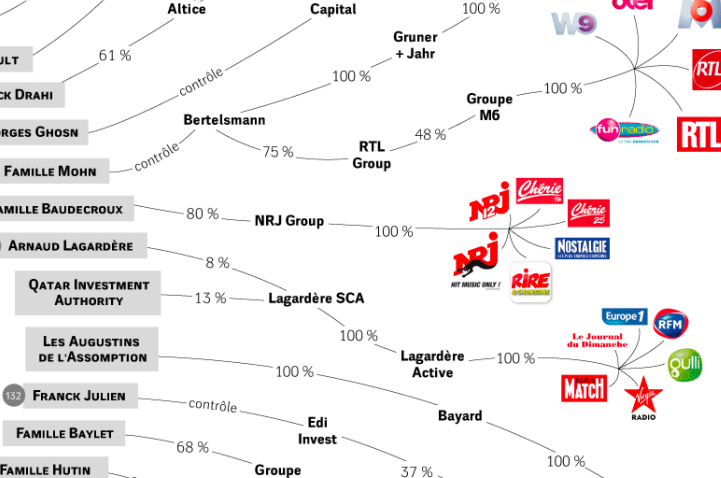
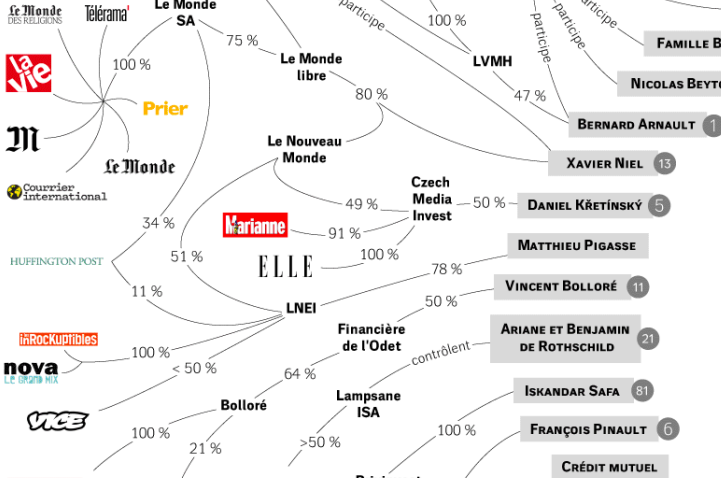
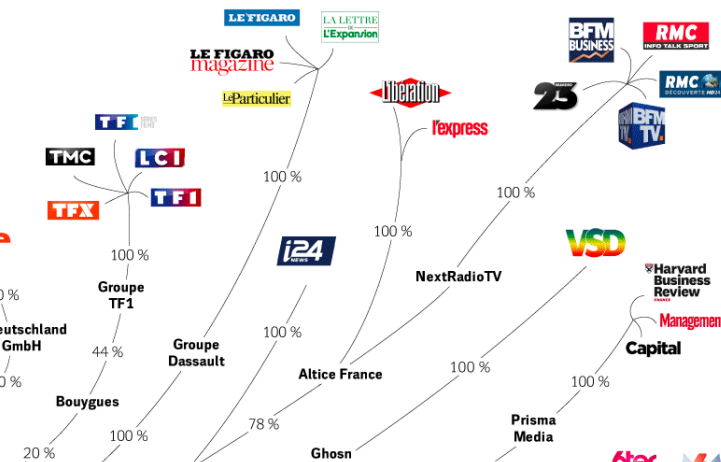
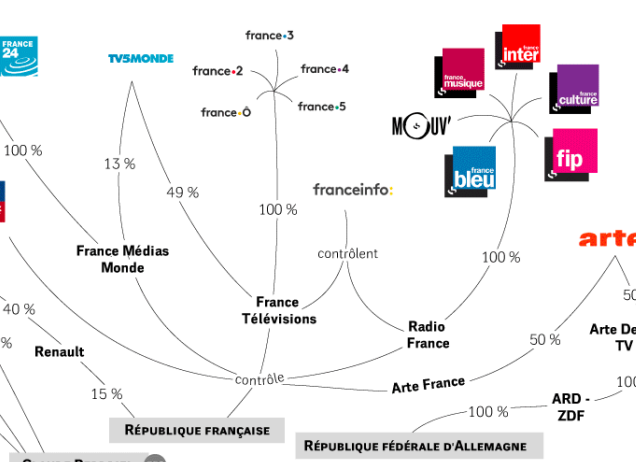
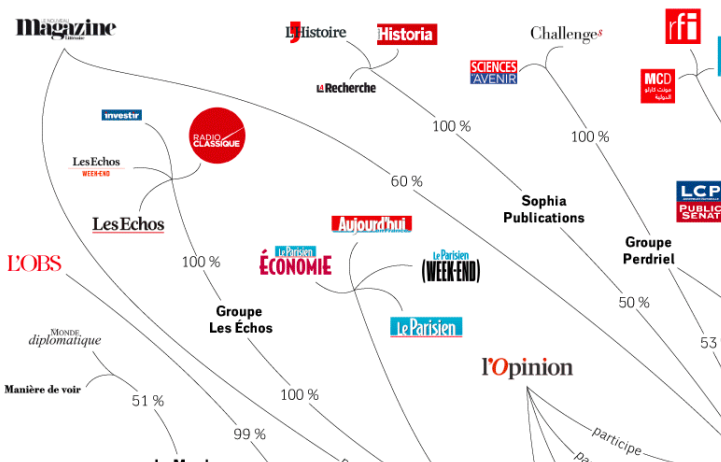
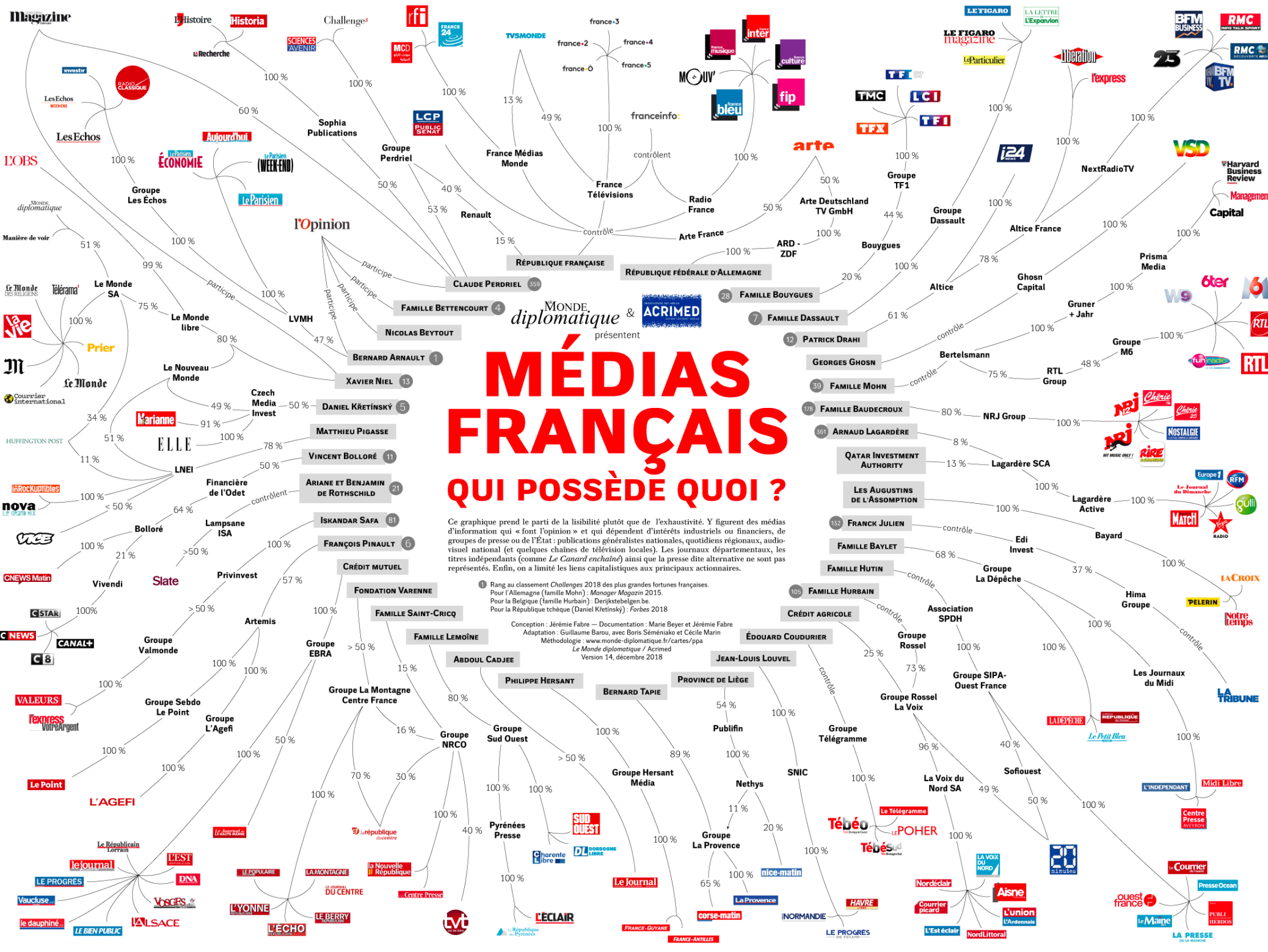
La censure privée

« L'audimat, c'est la sanction du marché [...] et la soumission à cet instrument du marketing est l'exact équivalent en matière de culture de ce qu'est la démagogie orientée par les sondages d'opinion en matière de politique. La télévision régie par l'audimat contribue à faire peser sur le consommateur éclairé les contraintes du marché, qui n'ont rien de l'expression démocratique d'une pensée collective éclairée, rationnelle, d'une raison publique, comme veulent le faire croire les démagogues cyniques. Les penseurs et les organisations chargées d'exprimer les intérêts des dominés, sont très loin de penser clairement ce problème. Ce qui ne contribue pas peu à renforcer les mécanismes que j'ai essayé de décrire » (p. 78)

MÉDIAS FRANÇAIS QUI POSSÈDE QUOI ?

Ce graphique prend le parti de la lisibilité plutôt que de l'exhaustivité. Y figurent des médias d'information qui « font l'opinion » et qui dépendent d'intérêts industriels ou financiers, de groupes de presse ou de l'Etat : publications généralistes nationales, quotidiens régionaux, audiovisuel national (et quelques chaînes de télévision locales). Les journaux départementaux, les titres indépendants (comme *Le Canard enchaîné*) ainsi que la presse dite alternative ne sont pas représentés. Enfin, on a limité les liens capitalistiques aux principaux actionnaires.

1 Rang au classement *Challenges* 2018 des plus grandes fortunes françaises.
 Pour l'Allemagne (famille Mehn) : *Manager Magazin* 2015.
 Pour la Belgique (famille Hurbain) : *Derijkstbelgen.be*.
 Méthodologie : www.monde-diplomatique.fr/cartes/ppa
 Le Monde diplomatique / Acrimed
 Version 14, décembre 2018



Quelques statistiques pour mettre en évidence le phénomène observé

- **Chiffres du Ministère de la Culture (2018)**
 - **Plus de 15 millions d'exemplaires de presse quotidienne nationale et régionale en France en 1946, environ 10 millions d'exemplaires en 1980, un peu moins de 8 millions d'exemplaires en 2017 (dont presque 2 millions étaient des titres de presse gratuite, et presque 500 000 des PDF, donc pas du tirage papier)**
 - **203 titres de presse (PQN et PQR) en 1946, 85 en 1980, 72 en 2017 (dont 11 gratuits)**
- **Pas encore de chiffres pour 2019 sur le site du Ministère de la Culture**

En Hongrie

- Közép-Európai Sajtó és Média Alapítvány : fondé en 2018.
- Fermeture de *Népszabadság* en octobre 2016

[https://www.ina.fr/video/
I10061272/1982-1995-l-ouverture-a-la-
concurrence-video.html](https://www.ina.fr/video/I10061272/1982-1995-l-ouverture-a-la-concurrence-video.html)

Web des plateformes

facebook

Booking



amazon



Baidu 百度

Google

Recentralisation d'Internet et du mail

- **Exemples :**

- **De l'e-mail au webmail**
- **Des sites perso, forums etc. aux réseaux sociaux ... à Facebook**

	Rang Alexa (France, 2018)	Temps passé, par jour
Google.com	1	8:08 minutes
Youtube.com	2	8:52 minutes
Google.fr	3	5:43
Facebook.com	4	9:34
Wikipedia.org	5	4:13



Hi vlogbrothers,

Thanks for submitting your video(s) for monetization. We didn't approve your video(s) for monetization because the content in your video(s) or video details may not be [advertiser-friendly](#).

If you believe that the content in your video is advertiser-friendly, you can request an additional review below:

- ["Vegetables that look like Penises"](#)
- ["Zaatarji: Thoughts from a Refugee Camp"](#)

Please note that review times may vary, and YouTube reserves the right to make the final decision whether to monetize a video. All videos are subject to our [Terms of Service](#) and [Community Guidelines](#), and may be removed from the site if they don't meet those standards.

Thanks,

The YouTube Team

[Help center](#) · [Email options](#) · [Report spam](#)

©2016 YouTube, LLC [901 Cherry Ave, San Bruno, CA 94066](#)



Hank Green

@hankgreen



The Vlogbrothers probably got the most hilarious demonetization notice. Shows the variety of content affected.

6,416 5:48 PM - Sep 1, 2016

1,770 people are talking about this

Battle of the bulge: how streaming censorship is affecting queer musicians

Rapper Mykki Blanco is the latest LGBT artist to confront the age restrictions being added to music videos. He will not be silenced, he says



▲ American rapper, performance artist, poet and activist Mykki Blanco. Photograph: Felix Clay for the Guardian

Facebook proves Elizabeth Warren's point by deleting her ads about breaking up Facebook

The ads were later restored

By [Makena Kelly](#) | [@kellymakena](#) | Mar 11, 2019, 7:05pm EDT

   SHARE

**Elizabeth Warren** 
[@ewarren](#) 

Curious why I think FB has too much power? Let's start with their ability to shut down a debate over whether FB has too much power. Thanks for restoring my posts. But I want a social media marketplace that isn't dominated by a single censor. [#BreakUpBigTech](#)

Cristiano Lima  [@viaCristiano](#)
NEW: Facebook took down several Elizabeth Warren ads calling for the breakup of Facebook and other tech giants [politico.com/story/2019/03/](#) ...

 22.7K  12:59 AM - Mar 12, 2019 

 7,480 people are talking about this 

**Cristiano Lima** 
[@viaCristiano](#) 

UPDATE: Facebook says it's restoring the ads. "We removed the ads because they violated our policies against use of our corporate logo. In the interest of allowing robust debate, we are restoring the ads" - per FB spox

Cristiano Lima  [@viaCristiano](#)
NEW: Facebook took down several Elizabeth Warren ads calling for the breakup of Facebook and other tech giants [politico.com/story/2019/03/](#) ...

 217  11:51 PM - Mar 11, 2019 

 123 people are talking about this 

<https://www.theverge.com/2019/3/11/18260857/facebook-senator-elizabeth-warren-campaign-ads-removal-tech-break-up-regulation>

27 Feb 2019

You cannot post “a bag of bones” on Facebook

By Bits of Freedom

However shocking our reality may be, sometimes you have to face it. By censoring a news article about the horrific war in Yemen, Facebook completely disqualifies itself as a platform for public debate.

<https://edri.org/you-cannot-post-bag-of-bones-on-facebook>

This story should be heard

“Chest heaving and eyes fluttering, the 3-year-old boy lay silently on a hospital bed in the highland town of Hajjah, a bag of bones fighting for breath.” This is the first sentence of an article by the New York Times about the war in Yemen. But the article actually starts with a photo. Below the headline and above this first paragraph a picture of the seven-year-old Amal Hussain fills the screen. The picture is harrowing.

Censorship, censorship, censorship

That was also the opinion of freelance journalist Shady Grove Oliver, who shared the New York Times article with her followers on Facebook. Soon the post was removed because it was supposedly in violation of Facebook’s Community Standards. Why? The photo accompanying the newspaper article contained “nudity or sexual activity”, according to Facebook.

